

Des politiques publiques interdépendantes

La politique des ZEP n'échappe pas aux critiques qui peuvent être adressées aux autres politiques publiques. Certes, ses résultats, ici remarquables et là préoccupants, sont difficilement mesurables et vraisemblablement limités : l'effet probable majeur de certaines ZEP est seulement d'éviter – ce qui n'est pas rien ! – que la dégradation des conditions socio-économiques ne se traduise par un écroulement des résultats scolaires. Il y a donc place pour une large réflexion collective sur ce qui devrait être amélioré dans la scolarisation des élèves de milieu populaire. Mais cela ne justifie ni les condamnations péremptoires assénées depuis leur chaire médiatique par des professeurs qui n'ont jamais mis les pieds dans un collège populaire, ni les titres accrocheurs et trompeurs « ZEP, zones d'échec prolongé », « ZEP : le bide scolaire », qu'un journal n'a pas hésité à épingle en « une ». Dans un article beaucoup plus nuancé, il est cependant rappelé que les pouvoirs publics ne sont pas allés au bout de leur intention de « donner plus à ceux qui ont moins ». Le budget de l'éducation nationale va toujours aux mieux nantis et même s'il est légitime de s'interroger sur les moyens alloués aux ZEP, la déploration des « milliards dépensés pour les ZEP » est assez hypocrite. Si les progrès des élèves ne sont pas seulement affaire de moyens ceux-ci sont indispensables pour manifester une priorité collective.

Les événements qui ont agité certaines « banlieues » soulignent les limites des politiques conduites jusqu'à présent. Dans le domaine du logement, la loi SRU a permis d'augmenter la part de logements sociaux dans certaines villes mais ces logements restent l'exception dans d'autres villes, dont les maires sont donc en contravention avec la loi républicaine. Dans le domaine de l'emploi, la mobilisation des pouvoirs publics et de certains employeurs ne parvient pas à faire réellement reculer les discriminations qui frappent les jeunes « issus de l'immigration », quand ils se présentent pour un emploi ou pour un stage. La suppression de la police de proximité a probablement contribué à transformer en confrontation toute interaction entre les agents de la force publique et les « jeunes des quartiers ». Contrairement à ce qu'on a pu entendre ou lire, on peut faire l'hypothèse que le problème d'une grande partie de ces jeunes en révolte, ce n'est pas qu'ils veulent « tout, tout de suite », c'est plutôt leur sentiment qu'ils n'ont « rien, jamais » : que les frustrations qui leur sont imposées ne débouchent que trop rarement pour eux sur un « mieux » assuré.

Cela dit, ce que nous rappellent, semble-t-il, ces premiers jours de novembre, c'est que les politiques conduites sont, bon gré mal gré, solidaires les unes des autres. À quoi sert de réussir sa scolarité en se mobilisant, en s'appuyant sur l'encouragement parental et sur des équipes enseignantes qui « y croient », si c'est pour voir sa candidature rejetée au nom d'un patronyme, d'un faciès, ou de la résidence dans une « cité à problèmes » ? Politique de l'espoir (qui se construit entre autres dans l'école) et politique du respect (qui concerne l'ensemble de l'espace public) ne peuvent qu'aller de pair. Le mépris est devenu hors de prix. ■

Dominique Glasman, professeur de sociologie (université de Savoie et Grenoble 2), président du comité scientifique du centre Alain Savary

■ ZOOM

Cohésion éducative à Romans

■ RECHERCHE

Le désaccord entre l'école et les familles populaires

■ BOUSSOLE

Anniversaires pour la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ)

■ RESSOURCES

Être utile et agir avec l'AFEV

■ ENTRETIEN

Jean-Pierre Terrail

■ BRÈVES

DOSSIER

Apprendre et enseigner en ZEP

Deux textes écrits par XYZep et proposant un résumé d'une partie de la note de synthèse sur « La recherche en éducation et les ZEP en France » rédigée par Martine Kherroubi et Jean-Yves Rochex et publiée par la *Revue française de pédagogie* en 2002 et 2004 (RFP n° 140 et n° 146).